



**HAL**  
open science

## Chronique Serbie 2017-2018

Sophie Gueudet

► **To cite this version:**

Sophie Gueudet. Chronique Serbie 2017-2018. Est Europa : Revue d'études politiques et constitutionnelles, 2019. hal-01998015

**HAL Id: hal-01998015**

**<https://hal.science/hal-01998015v1>**

Submitted on 29 Jan 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Serbie 2017-2018

Sophie Gueudet<sup>1</sup>

Le 30 mai 2017, Aleksandar Vučić devenait Président de la République de Serbie. L’ambiguïté de son positionnement, déjà visible au cours de son mandat de Premier ministre sous la présidence Nikolić, a perduré depuis son élection. Autoproclamé démocrate aux tendances autoritaires, europhile adoptant ponctuellement une rhétorique nationaliste, ces paradoxes, qui se reflètent de façon flagrante dans sa conduite de la politique intérieure, caractérisent également sa politique en direction des États post-yougoslaves, et en particulier en direction des Serbes des États post-yougoslaves. Profitant des Accords sur les relations spéciales parallèles qui constituent le cadre diplomatique dominant dans lequel s’inscrivent les relations entre la Serbie et la *Republika Srpska* depuis la fin de la guerre (I), le nouveau régime entretient une proximité plus que douteuse mais à la fois extrêmement profitable avec le Président bosno-serbe Milorad Dodik, connu pour sa rhétorique nationaliste et ses velléités sécessionnistes (II). Toutefois, en parallèle, il se positionne en voix de la raison concernant le Kosovo et n’écarte pas l’option de l’échange de territoires en dépit de protestations venant de l’opinion publique et de la classe politique (III).

## **I. Un éclairage historique sur les relations très spéciales entre Serbie et *Republika Srpska***

Entre 2017 et 2018, la coopération bilatérale entre les gouvernements de Serbie et de *Republika Srpska* s’est accrue considérablement, et ce dans plusieurs domaines. Les Accords sur les « relations spéciales parallèles » sont censés réguler les rapports entre l’État serbe et son entité éponyme depuis la fin du conflit en vertu d’une clause de l’Annexe 4 de l’Accord de Dayton (DPA), contenant la constitution de la Bosnie-Herzégovine<sup>2</sup>. L’établissement de telles « relations spéciales » ne peut se faire que tant que les signataires garantissent le respect du DPA et de la souveraineté et de l’intégrité

---

<sup>1</sup> Doctorante en Histoire contemporaine au CHERPA (Sciences Po Aix) et au Centre d’Histoire de l’Europe de l’Est et du Sud-Est de la Ludwig-Maximilians Universität (Munich)

<sup>2</sup> General Framework Agreement for Peace (Dayton Peace Agreement), Annexe 4: Constitution de la Bosnie-Herzégovine, article III (2), accessible sur [http://www.ohr.int/print/?content\\_id=380](http://www.ohr.int/print/?content_id=380)

territoriale de la Bosnie-Herzégovine. Le premier accord avait été signé dans l'immédiat après-guerre, entre le Président yougoslave Zoran Lilić et le représentant serbe à la présidence de Bosnie-Herzégovine en 1997. Toutefois, compte tenu de la crise institutionnelle survenue en *Republika Srpska* la même année, les luttes partisans internes à la classe politique bosno-serbe et l'ostracisation de la Yougoslavie concomitante à la guerre au Kosovo, il était demeuré lettre morte<sup>3</sup>.

La chute de Milosević et l'arrivée de Koštunica au pouvoir en Yougoslavie changent la donne, et l'Accord sur les relations spéciales parallèles signé le 5 mars 2001 sera quant à lui réellement mis en œuvre. Applicable aux secteurs de « l'économie et l'utilisation des ressources naturelles, la préparation des lois, la privatisation et dénationalisation, les sciences et technologies, l'éducation, la culture et le sport, les politiques sociales et de santé, le tourisme et la protection de l'environnement, l'information, la protection des libertés et des droits des citoyens (...), la lutte contre toutes les formes de criminalité, et de la défense (entraînement, équipement, production en commun, etc.) en conformité avec l'accord de paix »<sup>4</sup>. L'accord signé en 2006 sous la présidence de Tadić et qui vient remplacer celui de 2001 après la dissolution de la Serbie-et-Monténégro, reprend les grandes lignes du précédent, à l'exception des dispositions relatives au secteur de la défense.

Il est intéressant de noter que la signature des deux accords est à chaque fois intervenue dans des périodes charnières pour les gouvernements initiateurs. En 2001, Koštunica devait sa victoire à une coalition, l'Opposition Démocratique de Serbie (DOS), composée de formations d'horizons politiques très différents voire rivaux. Choisisant d'adopter certaines mesures réformistes afin de ne pas se retrouver dépassé sur sa gauche par la popularité croissante de Zoran Djindjić, Président de Serbie et du Parti démocratique (DS) d'inspiration centre-gauche, il doit également contenter son propre parti, le Parti démocratique serbe (DSS), à la ligne nationale-conservatrice<sup>5</sup>. Pour ce faire, un rapprochement avec l'entité bosno-serbe apparaît comme un argument suffisamment valable pour rassurer la droite serbe quant au maintien à l'agenda de la « question nationale ». De même, lorsque, cinq ans plus tard, Tadić se rend à Banja Luka, capitale de la *Republika Srpska*, pour renouveler l'Accord de 2001, il se trouve lui aussi dans une position sensible. En juillet de la même année, des négociations au sujet du Kosovo ont été entamées sous l'égide des États-Unis, de la Russie et de l'Union européenne, avec pour principe de base posée par la délégation kosovare que la « *volonté*

---

<sup>3</sup> Entretien avec un ancien fonctionnaire de la Présidence de *Republika Srpska* ayant participé à l'élaboration de l'Accord de 2001, réalisé à Banja Luka, le 27 mai 2017

<sup>4</sup> Journal officiel de la *Republika Srpska*, « Loi relative à la confirmation de l'accord relatif à l'établissement de relations parallèles spéciales entre la République fédérale de Yougoslavie et la *Republika Srpska* », n° 26, 13 juin 2001, Bibliothèque de la faculté de droit, Banja Luka

<sup>5</sup> Le DOS était également composé, entre autres, des Démocrates Chrétiens, des Sociaux Démocrates, de plusieurs partis démocrates basés en Vojvodina et d'une branche dissidente du Parti du Renouveau Serbe de Vuk Drasković. Le DSS quittera la coalition en 2001, et celle-ci éclatera en 2003.

*d'indépendance ne peut pas être ignorée ou négociée lors des discussions* »<sup>6</sup>. Inacceptable pour Belgrade qui défendait une solution décentralisée pour la province, cette option est pourtant celle qui semble se dessiner dès le début des pourparlers. La réaffirmation des relations spéciales parallèles avec la *Republika Srpska* tombait donc à pic pour le président Tadić, qui pouvait donc revendiquer auprès des partis nationalistes qui l'accusaient de sacrifier le Kosovo son attachement à la question nationale et au sort des Serbes hors de Serbie.

En termes d'application, les Accords ont principalement porté leurs fruits dans les domaines de l'économie, de la santé et de l'éducation. Par exemple, au moment de la signature de l'Accord de 2001 à Banja Luka, l'usine belgradoise de moteurs IMT scellait un accord avec six usines de métaux de *Republika Srpska* pour la fourniture de matières premières<sup>7</sup>. À la suite de l'accord de 2006, *Komercijalna Banka*, l'une des principales banques serbes, ouvrait une succursale à Banja Luka. Néanmoins, l'une des affaires les plus juteuses se trouve être le rachat par *Telekom Srbije* de *Telekom Srpske*, son homologue bosno-serbe, pour la modique somme de 646 millions d'euros en 2006, ce qui représentait plus que le budget prévisionnel de la RS de 2007 et le plus gros investissement jamais réalisé par une compagnie serbe à l'étranger<sup>8</sup>. Dans le domaine de la santé, depuis 2006, les citoyens de la RS peuvent bénéficier, selon le diagnostic de leur médecin traitant, de traitements en Serbie couverts par le régime d'assurance de la *Republika Srpska*<sup>9</sup>. Enfin, depuis 2005, a été établi à tous les niveaux scolaires une équivalence de diplômes qui permet une mobilité accrue des étudiants, principalement en provenance de la RS vers la Serbie<sup>10</sup>.

## II. Entre Vučić et Dodik, un échange de bons procédés

Ces initiatives bilatérales ont constitué, indépendamment des déclarations ponctuelles de solidarité au sein de diverses instances diplomatiques, la base de la coopération entre les deux parties, le tout dans le cadre des relations spéciales parallèles. Toutefois, depuis l'arrivée de Vučić à la présidence, l'envergure des projets s'est considérablement transformée, en se déplaçant notamment vers des

---

<sup>6</sup> « Kosovo : les négociations entre Serbes et Albanais ont échoué », *Le Monde*, 24 juillet 2006

<sup>7</sup> « La Drina finalement », *Glas srpske*, 8 mars 2001, p.1, accessible à la Narodna Biblioteka Republike Srpske, Banja Luka

<sup>8</sup> « "Telekom Srbija" des deux côtés de la Drina », *Politika*, 6 Décembre 2006

<sup>9</sup> « Une nouvelle page d'histoire », *Glas srpske*, 27 septembre 2006, p.1, accessible à la Narodna Biblioteka Republike Srpske, Banja Luka

<sup>10</sup> Journal officiel de la Republika Srpska, « Accord sur la reconnaissance mutuelle des documents d'éducation et sur la réglementation des questions de statut », br. 79/2005, accessible à la Bibliothèque de la faculté de droit, Banja Luka

secteurs éminemment stratégiques comme ceux de l'énergie et de l'industrie de défense. Outre le fait d'être porteurs du point de vue économique, l'enjeu réside ici dans leur potentiel de déstabilisation à l'échelle de la Bosnie-Herzégovine. En effet ces secteurs clés et leurs acteurs sont encore des questions débattues au sein des instances fédérales de Bosnie-Herzégovine et la *Republika Srpska* tend à profiter de ces débats pour maintenir son monopole sur ces questions, jouant de son architecture extrêmement centralisée. En ce sens, le recours aux relations spéciales parallèles permet à la *Republika Srpska* de préserver certaines compétences propres aux entités, en misant sur une proximité avec la Serbie plutôt qu'une intégration plus poussée au sein des institutions communes de Bosnie-Herzégovine.

Ainsi, le mandat de Vučić a signifié une période de recrudescence des initiatives bilatérales concernant des secteurs hautement stratégiques, profitables à la fois économiquement et politiquement pour les deux parties. Le 14 mars 2018, les deux ministres de l'Industrie et de l'Énergie se rencontrent à Belgrade pour élaborer et finaliser les modalités de la coopération concernant l'approvisionnement en gaz de la RS par le biais d'un contrat entre *Srbijagas* and *Gas Promet-Pale* visant à permettre au premier l'exploitation d'infrastructures qui lui appartenaient durant la période socialiste et qui avaient depuis la guerre été utilisées par Gas Promet<sup>11</sup>. De plus, les deux ministres ont conclu un accord de principe sur la construction de centrales électriques sur la Drina, et le fonctionnement d'agence de gestion mixtes qui détermineraient les modalités de distribution du gaz et la répartition de l'énergie produite par les centrales. Durant l'été 2018, des pourparlers entre le ministre des Affaires étrangères de Serbie et le ministre de l'Industrie, de l'Énergie et des Mines de *Republika Srpska* avaient débuté autour de la construction des centrales hydrauliques<sup>12</sup>. Le 29 août 2018, à l'issue d'une session conjointe entre les deux gouvernements, les parties signent un mémorandum sur le secteur de l'énergie, prévoyant pour septembre le début de la construction des centrales « Foča » et « Paunci » grâce à un investissement de 200 millions d'euros de la part de la Serbie<sup>13</sup>.

Lors de cette session conjointe, un autre mémorandum voit le jour, cette fois-ci concernant le secteur de l'industrie de défense. Là encore, le projet avait été initié dès l'arrivée au pouvoir de Vučić,

---

<sup>11</sup> Ministère des Affaires étrangères de la République de Serbie, "Les Ministres de l'énergie de Serbie et de la RS chargés de l'approvisionnement en gaz et de la construction de centrales hydroélectriques», 15 mai 2018, accessible sur <http://www.mfa.rs/sr/index.php/pres-servis/vesti-od-znacaja?year=2018&month=03&day=15&modid=77&lang=cyr>

<sup>12</sup>Ministère des affaires étrangères de la République de Serbie, "Dačić et Đokić annoncent la coopération en matière d'énergie et d'industrie entre la République de Serbie et la République de Srpska», 22 juin 2018, accessible sur <http://www.mfa.gov.rs/sr/index.php/pres-servis/saopstenja/19891-2018-06-22-13-03-02?lang=cyr>

<sup>13</sup> Gouvernement de la Republika Srpska, "9ème session conjointe du gouvernement de la Republika Srpska et du gouvernement de la République de Serbie"28 octobre 2018, <http://www.vladars.net/sr-SP-Cyrl/Vlada/media/vijesti/Pages/Odrzana-deveta-zajednicka-sjednica-vlada-Republike-Srpske-i-Republike-Srbije.aspx>

et sa mise en route n'avait guère tardé. Le 19 septembre 2017, le ministre de la Défense serbe avait rencontré le ministre de l'Industrie de *Republika Srpska* afin d'élaborer des mécanismes concrets pour aider l'industrie de la défense de la *Republika Srpska*, ses travailleurs, ses technologies et ses infrastructures à s'intégrer au ministère de la Défense de la République de Serbie. Passée relativement inaperçue, cette entrevue et les déclarations qui en ont résulté, sans menacer directement l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine, reviennent pourtant, pour résumer, à placer l'industrie de défense bosno-serbe au service des forces armées et du ministère régalien d'un État tiers, ce qui peut être lu comme une attaque dirigée contre le principe de souveraineté bosnienne. En décembre 2017, le ministre de la Défense de Serbie renchérit en déclarant, durant la visite d'un complexe militaire à Pale, que son gouvernement était prêt à investir dans l'industrie de défense de l'entité bosno-serbe à hauteur de 63 millions de dinars serbes<sup>14</sup>. Ceux-ci seront principalement investis dans les compagnies *Kosmos* de Banja Luka et *Famos na Palama* de Pale<sup>15</sup>. Pourtant, l'adoption du mémorandum le 29 août se déroule également dans une quasi-indifférence, bien que le volontarisme des deux parties et l'ampleur de l'investissement laissent entrevoir une expansion de cette coopération à long terme, et une véritable accapuration par la Serbie de l'industrie de défense bosno-serbe au détriment de la Bosnie-Herzégovine, nuisant de la sorte à tout progrès dans la formulation d'une politique de défense commune, au point mort depuis l'unification des forces armées en 2005.

Outre investir dans des secteurs stratégiques, la Serbie de Vučić a considérablement accru ses investissements dans d'autres secteurs relevant de la culture serbe et de la foi orthodoxe. On peut notamment recenser l'aménagement de la place le 9 janvier et la construction du complexe commémoratif « Vaso Pelagić » à Pelagicevo Prijedor, la construction d'un gymnase à l'école primaire « Vuk Karadžić » à Omarska (municipalité de Prijedor), la construction du centre spirituel orthodoxe à Mrkonjići - Popovo polje (municipalité de Trebinje), la reconstruction de l'école primaire « Aleka Santić » à Osmaci, et la reconstruction de l'école primaire « Vuk Karadžić » à Bratunac<sup>16</sup>. Ce foisonnement d'initiatives gouvernementales visant à renforcer, par l'éducation, le culte, ou la culture, la serbité de ses territoires, fait suite à l'annonce, le 5 juillet 2017, par Dodik et Vučić, de leur volonté de rédiger conjointement une « Déclaration sur la survie du peuple serbe », principalement axée sur la préservation de la langue et de la culture serbes au sein de l'espace ex-yougoslave.

---

<sup>14</sup> Ministère des Affaires étrangères de la République de Serbie, « Brnabic : la coopération entre la Serbie et la RS n'a jamais échoué » : <http://www.mfa.gov.rs/sr/index.php/pres-servis/vesti-od-znacaja?year=2018&month=08&day=30&modid=77&lang=lat>

<sup>15</sup> Ministère de la Défense de la République de Serbie, « Amélioration de la coopération avec la Republika Srpska dans le domaine de l'industrie de la défense, accessible sur <http://www.mod.gov.rs/cir/11957/unapredjenje-saradnje-sa-republikom-srpskom-u-oblasti-odbrambene-industrije-11957>

<sup>16</sup> « Liste des projets que la Serbie financera en RS », *Radio Televizija Republike Srpske*, 4 avril 2018, accessible sur <https://lat.rtrs.tv/vijesti/vijest.php?id=294348>

Il est donc intéressant de noter que si les Accords sur les relations spéciales parallèles avaient fourni un cadre diplomatique aux investissements de la Serbie en *Republika Srpska* et aux traitements préférentiels des citoyens bosno-serbes en Serbie, l'ampleur et le contenu des mesures adoptées depuis le début du mandat présidentiel de Vučić demeuraient jusqu'alors inédits. Ils témoignent d'un volontarisme affiché de la part du Président de mettre en avant ses relations privilégiées avec l'entité bosno-serbe, et d'en faire une ressource politique à l'échelle régionale.

### III. Un palliatif au Kosovo ?

Cette stratégie d'investissement dans les territoires ex-yougoslaves à majorité serbe permet de maintenir la relation État patron - population cliente et s'inscrit dans la politique générale de la Serbie envers les territoires voisins, la RS et le Kosovo. En octobre 2018, le Premier ministre Brnabić a annoncé l'affectation d'un montant de 300 millions de RSD au financement de certains projets en direction des Serbes du Kosovo<sup>17</sup>. Il y aurait au total 76 projets d'une valeur de 6,1 milliards de dinars, soit environ 51 millions d'euros, espacés sur trois ans, jusqu'en 2020. L'objectif d'une telle manœuvre est double : « *informer les citoyens de Kosovo et Metochie (KiM) que nous sommes à leurs côtés par un appui systémique et institutionnel, et renforcer la position des Serbes au sein du KiM au plan économique* »<sup>18</sup>.

Néanmoins, en filigranes, se dessine pour la Serbie la nécessité de renégocier le statut du Kosovo, en vertu de ce que le ministre des Affaires étrangères serbe Ivica Dačić nomme « le dilemme entre Europe ou Kosovo »<sup>19</sup>. En effet, l'une des principales conditions posées à la Serbie en vue d'une adhésion à l'UE concerne le règlement définitif du conflit gelé avec son ancienne province, qui n'a jamais vraiment progressé en dépit de la reprise d'un dialogue dit « historique », lancé en 2011, sous l'égide de l'UE. Alors que les gouvernements serbes successifs avaient réussi à maintenir un relatif *statu quo* fondé sur un refus farouche de reconnaître l'indépendance, Vučić, qui n'a cessé de mettre en avant l'accession à l'Union européenne comme intérêt stratégique central pour la Serbie, parie sur

---

<sup>17</sup> « Pour le Kosovo-Metohija, 76 projets d'une valeur de 6,1 milliards de RSD », *Politika*, 30 octobre 2018 (« Kosovo et Métochie » ou « Province autonome du Kosovo et Métochie » (KiM) est la dénomination officielle de la Constitution serbe pour qualifier le Kosovo, et ce même depuis la déclaration d'indépendance de 2008)

<sup>18</sup> *Idem*

<sup>19</sup> « Dacic parle de "dilemme entre l'UE et le Kosovo" », *B92*, 9 octobre 2018, accessible sur [https://www.b92.net/eng/news/politics.php?yyyy=2018&mm=10&dd=09&nav\\_id=105255](https://www.b92.net/eng/news/politics.php?yyyy=2018&mm=10&dd=09&nav_id=105255)

la conclusion d'un accord avec le Kosovo pour accélérer le processus d'intégration<sup>20</sup>. Réciproquement, parvenir à des progrès significatifs en ce qui concerne l'agenda européen permettrait de contrôler l'impact négatif qu'un accord sur le Kosovo, hypothèse largement impopulaire parmi les élites et l'opinion publique serbes, pourrait avoir sur le régime. Toutefois, les principales issues possibles aux négociations, qui ont repris à l'été 2018, semblent incliner vers la nécessité pour la Serbie de renoncer en partie à son intransigeance. En effet, un échange de territoires entre Serbie et Kosovo a été évoqué, sous réserve d'un consensus entre les parties et les acteurs internationaux impliqués (UE, Russie et USA)<sup>21</sup>.

Si les modalités des négociations restent relativement opaques, le gouvernement de Belgrade se montre particulièrement prudent dans ses déclarations. Ana Brnabić a notamment pris soin de préciser que, même si un accord sur une modification des frontières venait à être conclu entre les parties, il ne signifierait pas pour autant que la Serbie reconnaisse le Kosovo. De plus, il ne représenterait qu'une infime partie d'une solution définitive : celle-ci, pour pleinement satisfaire la Serbie, devrait inclure « *les droits de l'Homme et des minorités, la coopération économique entre Serbie et Serbes du Kosovo, la coopération à long terme entre les Serbes et les Albanais, l'apprentissage des langues et la préservation du patrimoine culturel, des églises et des monastères* »<sup>22</sup>. Néanmoins, malgré toutes ces précautions, la seule évocation d'un possible échange de territoires a provoqué un tollé parmi la droite conservatrice et nationaliste de Serbie.

Le risque pour Vučić de se voir dépasser sur sa droite par des partis comme le Parti radical serbe (SRS), dont il avait été le Secrétaire général jusqu'en 2008, et qui constitue la troisième force politique au Parlement, est bien réel, puisque le SRS et son président, Vojislav Šešelj, manifestent une inflexibilité telle que le leader ultra-nationaliste s'est prononcé en faveur de la constitution d'une unité de police d'environ un millier d'hommes prête à être déployée au Kosovo en cas de provocation albanaise<sup>23</sup>.

Il est donc intéressant de considérer la recrudescence d'initiatives de coopération bilatérale entre la Serbie et la *Republika Srpska* au prisme de la situation actuelle au Kosovo. La proximité entre Vučić et Dodik et l'ampleur des projets menés dans ce cadre permettent au Président serbe de faire

---

<sup>20</sup> « Serbian President says he wants EU membership guarantee as part of Kosovo deal », *Reuters*, 13 septembre 2018, accessible sur <https://www.reuters.com/article/us-eu-balkans-serbia/serbian-president-says-he-wants-eu-membership-guarantee-as-part-of-kosovo-deal-idUSKCN1LT2EY>

<sup>21</sup> « Kosovo and Serbia: is a land swap a real possibility? », *Global Risk Insights*, 16 octobre 2018, <https://globalriskinsights.com/2018/10/kosovo-serbia-land-swap-real-possibility/>

<sup>22</sup> « Je voudrais déjà d'un accord, mais... », *B92*, 4 Novembre 2018, accessible sur [https://www.b92.net/info/vesti/index.php?yyyy=2018&mm=11&dd=04&nav\\_category=11&nav\\_id=1465145](https://www.b92.net/info/vesti/index.php?yyyy=2018&mm=11&dd=04&nav_category=11&nav_id=1465145)

<sup>23</sup> « Šešelj: La Serbie doit être prête à déployer 1 000 soldats au Kosovo », *Danas*, 2 octobre 2018, accessible sur <https://www.danas.rs/politika/seselj-srbija-treba-da-ima-uvek-spremno-1-000-vojnika-za-ulazak-na-kosovo/>



d'une pierre deux coups, et de capitaliser aussi bien économiquement que politiquement. Se rapprocher de la *Republika Srpska* de Milorad Dodik, à l'heure actuelle le trublion de la région, confère au mandat de Vučić une légitimité nationaliste qui peut être écornée par les négociations sur le Kosovo. Si la Serbie présidée par Nikolić et gouvernée par Vučić s'est toujours défendue d'apporter son soutien à toute velléité sécessionniste de la part de Banja Luka, force est de constater que, depuis le printemps 2017, les rapprochements notables entre Vučić et Dodik ont largement servi à ce dernier pour satisfaire la frange nationaliste de son parti, le SNSD, et de l'électorat de l'entité dans son ensemble pour le porter au poste de représentant serbe à la présidence tournante de Bosnie-Herzégovine lors des élections d'octobre 2018.

Le recours aux Serbes hors de Serbie comme ressource politique pour les dirigeants serbes n'est donc pas un phénomène nouveau, et Vučić s'inscrit simplement dans la lignée de ses prédécesseurs. Redoubler d'ampleur et d'intensité dans l'élaboration, le financement et la mise en oeuvre de projets bilatéraux lui permet de détourner l'attention de la frange conservatrice de l'opposition du projet d'échange de territoires au Kosovo, ou du moins d'en minimiser les effets sur le régime. Toutefois, s'il est indubitable que la Serbie de Vučić ne cherchera jamais à s'aventurer sur les chemins de l'irréductibilisme et à revendiquer la *Republika Srpska* comme partie intégrante du territoire national, la stratégie ambiguë de Vučić se répercute directement sur le système politique et partisan de l'entité, et consolide le pouvoir de plus en plus autoritaire de Milorad Dodik et de son parti, le SNSD, pour qui le soutien de la Serbie constitue indubitablement une ressource politique précieuse. Ce faisant, la Serbie de Vučić s'inscrit dans une tradition de politique régionale à fort potentiel disruptif, qui utilise les Serbes de l'espace ex-yougoslave comme une ressource de politique interne aussi bien qu'externe. Le visage de modération et conciliation affiché par le nouveau régime dans l'objectif de l'intégration européenne se doit par conséquent d'être nuancé.